Un article paru mercredi dernier sur *444.hu* invite ses lecteurs à soutenir ce site d'information. Sans ce soutien, *444.hu* ne mettra sans doute pas la clé sous la porte demain, mais le fait que l'équipe de Péter Uj choisisse cette voie montre bien à quel point il est très difficile de maintenir à flot des médias qui ne soient pas inféodés au gouvernement.



Tribune publiée le 19 mai 2017 dans *Kettős Mérce*. Traduite du hongrois par Ludovic Lepeltier-Kutasi.

Alors que le dirigeant de *PestiSrácok* a déclaré dans un entretien que son site vit à 80% « d'annonces » publiques, la situation des médias indépendants qui se partagent le marché publicitaire non contrôlé par le Fidesz est quant à elle de plus en plus difficile. Le gouvernement cherche actuellement à augmenter de 2,2% l'imposition des entreprises publicitaires alors que la marge qu'elles se font sur le marché des médias représente 2 à 3% de leurs bénéfices. Cela signifie que l'augmentation de la taxe sur les publicités annihilerait leurs recettes dans le secteur de la presse.

Il faut également prendre en compte la déclaration de guerre adressée aux médias indépendants depuis maintenant plusieurs mois. L'accusation de collusion entre *444.hu* et George Soros, l'achat d'*Index* par Lajos Simicska ou encore l'opprobre continu jeté sur *24.hu* et *HVG* n'exercent pas seulement une pression psychologique sur les lecteurs et les journalistes, mais également sur les annonceurs. Ces agressions sont des signaux envoyés aux entreprises privées, afin de leur montrer chez qui il ne faut pas annoncer sous peine d'être exposé à quelques désagréments ou bien se voir bloquer l'accès aux commandes publiques.

Ces attaques n'atteignent bien évidemment pas *Index* ou RTL Klub, dans la mesure où ceux-ci restent indispensables pour relayer une campagne médiatique non mue par des considérations politiques. Les annonceurs n'ont en revanche pas tant besoin que ça des plus petits sites à l'instar de *444.hu* (bien sûr, avec un lectorat jeune, urbain et bénéficiant de revenus élevés, *444.hu* parvient quand même à en intéresser beaucoup d'entre eux).

Restons honnêtes. La pression politique exercée sur les annonceurs ne date pas de 2010 et il ne faut pas remonter à très loin pour avoir entendu des témoignages comme quoi des annonceurs avaient tenté, avec ou sans succès, de faire disparaître des sujets qui auraient nuit à leurs affaires, à leurs profits ou à leur crédibilité. La situation actuelle reste néanmoins inédite, dans la mesure où le pouvoir – le plus puissant depuis la fin du communisme – essaye de compliquer, voire faire taire (pensons simplement à *Origo* et *Népszabadság*), les médias qui ne lui plaisent pas, en pratiquant une gigantesque OPA du parti gouvernemental sur le marché de la presse, en faisant peur à leurs annonceurs, voire en proférant à leur encontre des menaces concrètes.

L'agression à l'encontre des médias libres et indépendants de toute pression partisane, politique et économique a franchi un nouveau seuil, ce qui justifie que nous, citoyens, franchissions aussi une

nouvelle étape dans notre soutien aux institutions de la presse libre.

Bien sûr, la situation inconfortable des rédactions n'est pas seulement le fait de la pression du gouvernement et des annonceurs, mais relève également d'une tendance globale liée à l'accroissement du monopole des entreprises de services technologiques qui aspirent annonceurs et contenus, à l'instar de Google et Facebook qui captent de plus en plus de revenus publicitaires, lesquels parviennent de moins en moins aux sociétés de presse qui produisent l'information.

Le fait que *444.hu* ait commencé à rassembler des soutiens ne montre pas uniquement l'ampleur alarmante de la menace ainsi que la difficulté de la conjoncture globale dans laquelle se retrouvent les entreprises de presse, cela montre aussi le fait qu'il existe des voies par lesquelles ces médias peuvent se défendre. Cela fait quatre ans pour *Átlátszó.hu*, deux ans pour *Direkt36* et nous, que nous avons choisi de solliciter notre lectorat pour financer en grande partie (dans notre cas à 100%) la pérennité de nos titres.

Si demain, en dépit de leurs orientations et opinions politiques, 10000 citoyens choisissaient de contribuer au fonctionnement des titres de presse, ces derniers n'auraient pas besoin de recourir au soutien des oligarques, des partis et de l'État. Et ils pourraient faire leur travail à partir de leurs seules forces.

Si au moins 10000 personnes étaient prêtes à payer chaque mois pour financer au moins ces quatre médias, alors la situation de la presse indépendante se renforcerait considérablement en Hongrie.

Pour ma part, je m'y suis déjà mis, ce qui fait qu'il n'y a désormais besoin plus que de 9999 contributeurs. J'ai programmé un virement de 1000 forint par mois pour *444.hu*, *Direkt36* et *Átlátszó*. Soutenez-les, soutenez-nous, de façon à ce que les médias hongrois ne dépendent pas du parti au pouvoir, mais de vous !